

FICHE PROVINCE CANADA

QUÉBEC

Une publication de l'Antenne à Montréal du SER d'Ottawa
Mai 2025

En bref

Avec 21,8 % de la population du Canada et 19,8 % du PIB canadien, le Québec se situe au 2^{ème} rang des provinces canadiennes, derrière l'Ontario. Très ouverte sur l'extérieur, l'économie de la province est secouée par la guerre tarifaire lancée par son voisin et principal partenaire commercial, les États-Unis. La province a connu une croissance modérée en 2024 et, malgré les incertitudes et un ralentissement au 2^{ème} trimestre, la croissance du PIB s'est maintenue en territoire positif (+0,7 %) en 2025.

Avec plus de 400 filiales, la présence française est visible dans presque tous les domaines. Le Québec conserve en 2025 son rang de principale province partenaire de la France au Canada en concentrant 45 % des échanges de biens entre les 2 pays.



Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population (T4 2025)** : 41 575 585 habitants
- **Densité de population** : 4,2 hab. / km²
- **PIB nominal (2024)** : 3 109 Mds CAD
- **PIB/hab. (2024)** : 75 336 CAD
- **Taux de chômage (mars 2026)** : 6,7 %
- **Inflation (2025)** : 2,1 %
- **Solde budgétaire (2025-2026)** : -78,3 Mds CAD (-2,5 % du PIB)
- **Dette fédérale (2026)** : 1 334 Md CAD (41,1 % PIB)
- **Exportations internationales de biens (2025)** : 779 Mds CAD
- **Importations internationales de biens (2025)** : 789 Mds CAD
- **Balance commerciale (2025)** : - 9 Mds CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2025 (biens)** : États-Unis (59,1 %) ; Chine (8,0 %) ; Mexique (4,0 %) ; Royaume-Uni (3,6 %) ; Japon (2,3 %)
- **Échanges de biens France – Canada (2025)** : 14,28 Mds CAD (1,0 % - 10^{ème} partenaire)

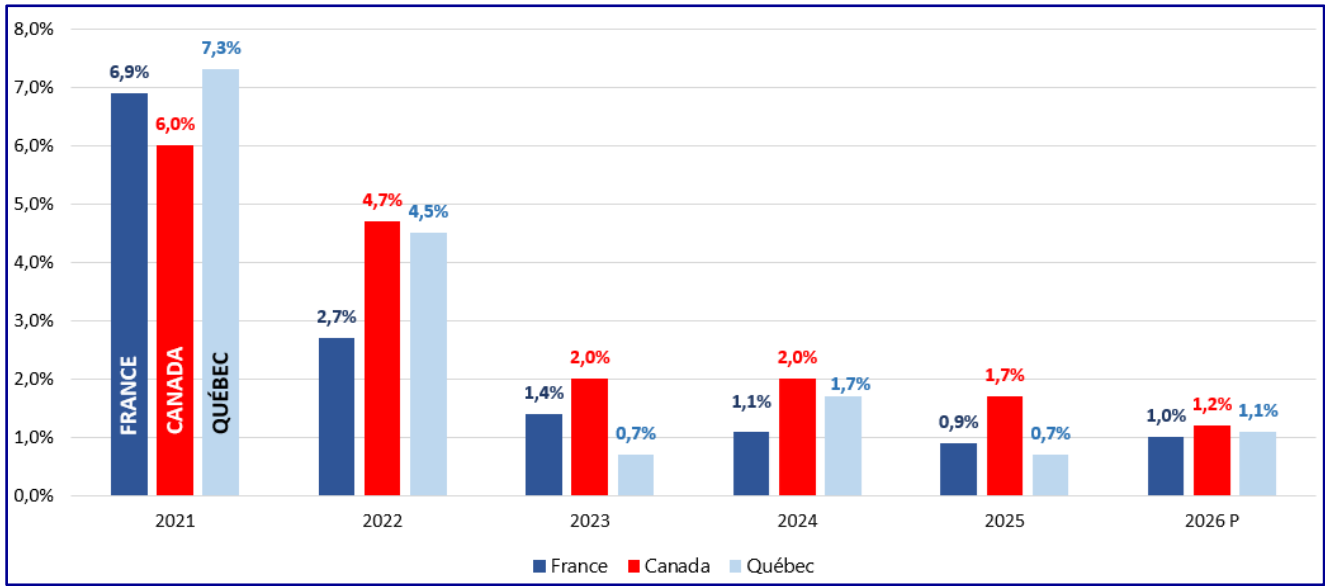


- **Superficie** : 1 667 441 km² (16,7 % du Canada)
- **Population (T4 2025)** : 9 058 089 habitants (21,8 % Canada)
- **Densité de population** : 5,5 hab. / km²
- **PIB nominal (2024)** : 617 Mds CAD
- **PIB/hab. (2024)** : 68 565 CAD
- **Taux de chômage (mars 2026)** : 5,4 %
- **Inflation (2025)** : 2,4 %
- **Solde budgétaire (2025-2026)** : - 7,7 Mds CAD (-1,2 % du PIB)
- **Dette nette (mars 2026)** : 250 Mds CAD (38,8 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens (2025)** : 122 Mds CAD
- **Importations internationales de biens (2025)** : 137 Mds CAD
- **Balance commerciale (2025)** : - 15,1 Mds CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2025 (biens)** : États-Unis (52,2 %) ; Chine (8,2 %) ; Mexique (3,6 %) ; Allemagne (3,3 %) ; France (2,5 %)
- **Échanges de biens France – Québec (2025)** : 6,74 Mds CAD

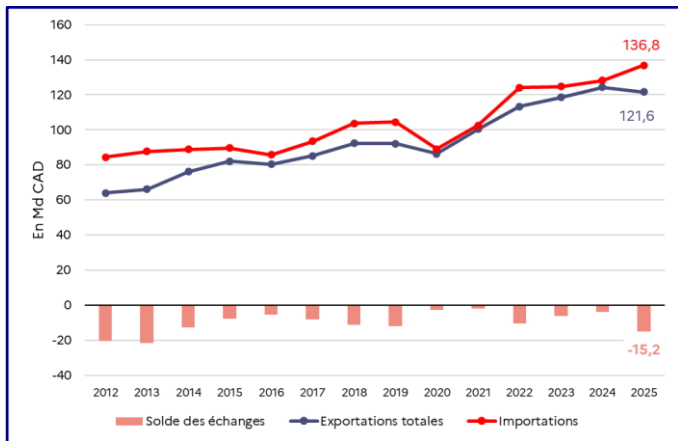


Principaux indicateurs économiques

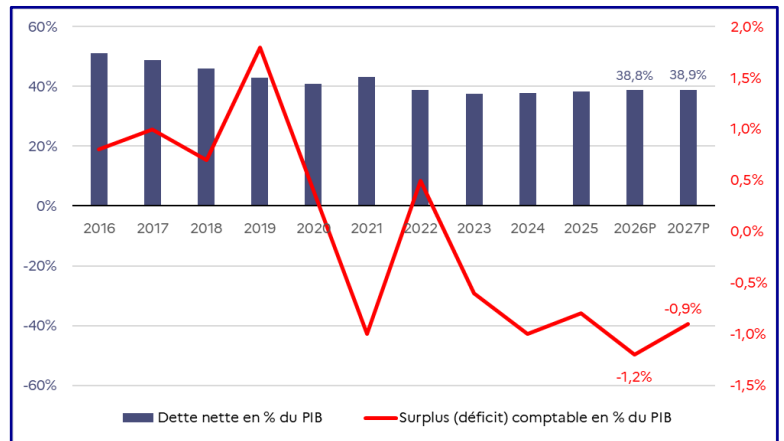
Taux de croissance du PIB 2021-2025 et prévisions 2026



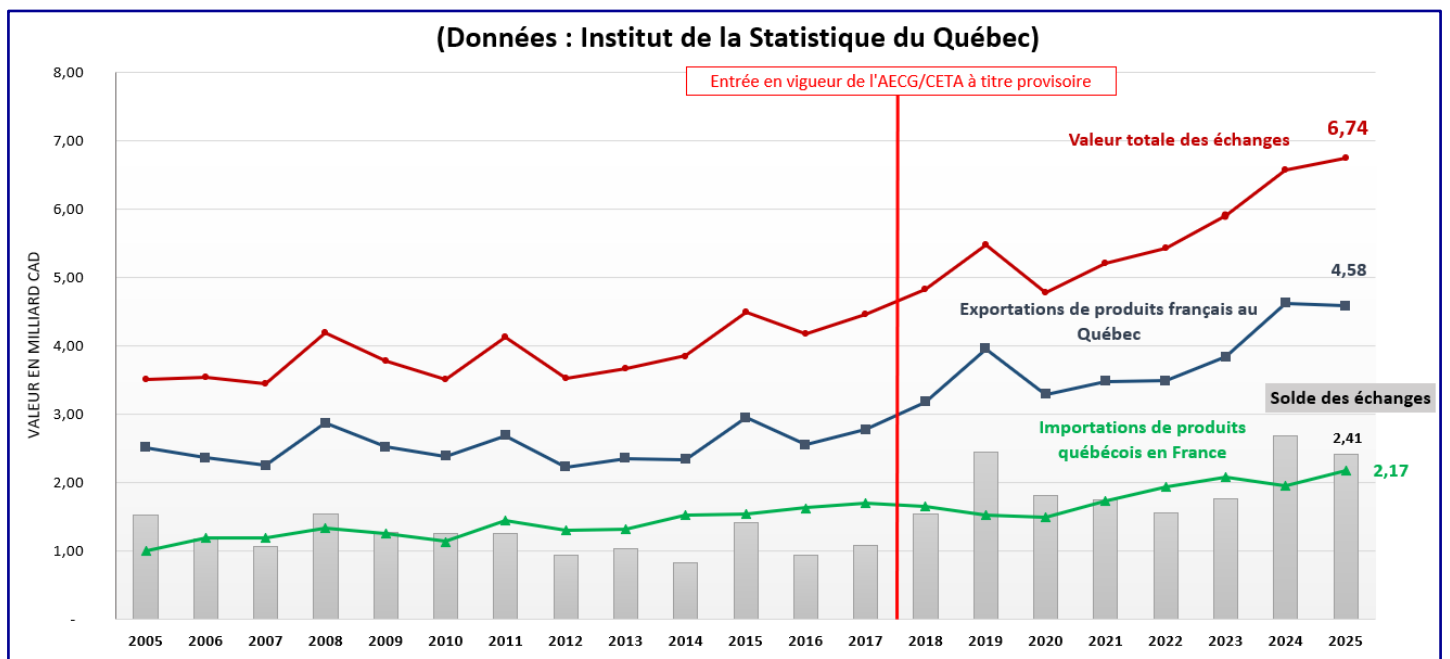
Commerce international de biens



Dette et solde budgétaire



Historique des échanges de biens France – Québec



Présentation Générale

Le Québec est la 2^{ème} province la plus peuplée du Canada, avec 9,1 millions d'habitants. 75 % de sa population a pour langue maternelle le français selon le dernier recensement de 2021. Sa superficie est équivalente à 3 fois celle de la France. Québec est la capitale de la province (environ 600 000 habitants) et Montréal, le centre économique (2 millions d'habitants).

Le Québec est gouverné par la Première ministre Christine Fréchette de la Coalition Avenir Québec (CAQ) qui a pris ses fonctions le 13 avril 2026 suite à la démission de François Legault en janvier 2026. Les prochaines élections provinciales auront lieu le 5 octobre 2026.

Longtemps fondée sur l'exploitation de ses importantes ressources naturelles, l'économie québécoise est devenue une économie de services, secteur qui représente aujourd'hui 76 % de son PIB. Le secteur manufacturier représente cependant toujours 12 % du PIB. En 2024, le PIB du Québec a atteint 617 Mds CAD (391 Mds EUR) et représente 19,8 % du PIB canadien.

LE CHIFFRE A RETENIR

19,8%

Part du PIB du Québec dans le PIB canadien

Une économie tournée vers l'extérieur

Face à un marché interne de taille modeste, l'économie québécoise se caractérise par son ouverture. La [balance commerciale du Québec](#) affiche un solde négatif depuis 2003. En 2025, la diminution de 2,2 % des exportations québécoises (121,6 Mds CAD, soit 77,0 Mds EUR) et la hausse de ses importations (+6,7 %) (136,8 Mds CAD, 86,7 Mds EUR) ont entraîné une augmentation du déficit commercial de la province par rapport à 2024, qui s'élève à 15,2 Mds CAD (9,6 Mds EUR). Malgré des efforts depuis plusieurs années pour diversifier les relations commerciales québécoises, notamment en essayant de tirer profit des accords de libre-échange conclus par le Canada, les États-Unis restent, de loin, le premier partenaire commercial du Québec (et unique pays avec lequel la province affiche un solde commercial excédentaire parmi ses 10 premiers partenaires), totalisant 69,8 % de ses exports et 30,4 % de ses imports (48,9 % des échanges totaux). Les exportations du Québec à destination des États-Unis baissent de 6,9 % en 2025 sous l'effet de la politique commerciale américaine. Bien que deuxième partenaire commercial du Québec, la Chine reste un partenaire nettement moins important que les États-Unis, représentant 3,9 % des exportations de la province et 10,5 % de ses importations (7,4 % des échanges totaux).

Les catégories de produits les plus exportées par le Québec sont les véhicules aériens (destinés à 53,8 % au marché états-unien et à la France (4,7 %), l'aluminium sous forme brute (principalement à destination des États-Unis (81,5 %)), et les turboréacteurs. Les cinq produits les plus importés en 2025 sont les camions légers, les fourgonnettes et les véhicules sport, sans moteur électrique (12,5 Mds CAD – 7,9 Mds EUR), les pièces pour l'industrie aéronautique (9,8 Mds CAD – 6,2 Mds EUR), les produits pharmaceutiques et médicaux (6,3 Mds CAD – 4 Mds EUR), le pétrole brut classique (4,3 Mds CAD – 2,7 Mds EUR provenant exclusivement des États-Unis), ainsi que les camions légers, les fourgonnettes et les véhicules utilitaires sport avec moteurs électrique et hybride (3,3 Mds CAD – 2,1 Mds EUR).

L'accord de libre-échange nord-américain, [l'ACEUM \(Accord Canada - États-Unis - Mexique\)](#) est entré en vigueur en juillet 2020. Cet accord garantit le maintien des dispositions existantes dans le cadre de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain en vigueur entre 1994 et 2020), mais modernise certaines dispositions notamment sur les procédures de douanes et sur le commerce numérique. Ce nouvel accord qui permettait d'assurer la stabilité nécessaire au développement des affaires est remis en cause par les États-Unis. A partir du 4 mars 2025 des tarifs sont imposés en vertu de *l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA)* pour les produits non conformes à l'ACEUM, remplacés en février 2026 par un tarif Section 122 après l'invalidation par la Cour suprême des États-Unis des tarifs IEEPA. Certains secteurs font également l'objet de tarifs spécifiques (acier, aluminium, véhicules automobiles, cuivre, bois d'œuvre...). (Pour plus de détails voir : [Tarifs douaniers américains et mesures tarifaires canadiennes en vigueur | Gouvernement du Québec](#)). L'ACEUM prévoit un examen conjoint du fonctionnement de l'accord par les trois pays en 2026.

Bien que le Québec accorde une importance primordiale à sa relation économique avec son voisin américain, il est également désireux d'approfondir ses relations commerciales avec l'Union européenne, en s'appuyant notamment sur [l'Accord Économique et Commercial Global \(AECG-CETA\)](#) entre l'UE et le Canada, entré en application provisoire depuis septembre 2017. Entre 2017 et 2025, les échanges entre l'UE et le Québec ont augmenté de 62,6 % (+ 56,2 % pour les exportations québécoises vers l'UE et +65,6 % pour les importations de produits européens vers le Québec). Sur cette même période, les échanges entre le Québec et les États-Unis et le Québec et la Mexique ont augmenté respectivement de 35,8 % et 63,8 %.

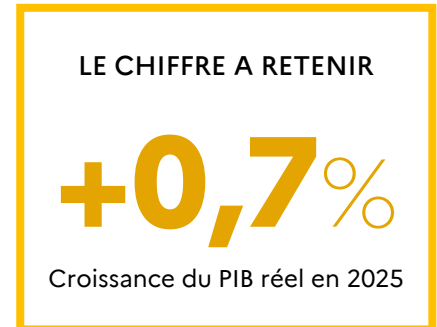
La nouvelle vision économique du Québec face aux bouleversements mondiaux

Dévoilé le 10 novembre 2025, la « nouvelle vision économique » pour le Québec est axée sur l'adaptation aux bouleversements mondiaux, notamment le retour du protectionnisme américain. Intitulé [Le pouvoir québécois - Réponse au nouveau contexte mondial](#), ce document présente les grands axes de la nouvelle stratégie de développement économique de la province. Au cœur de cette nouvelle stratégie, on retrouve l'électricité et Hydro-Québec présentées comme levier principal de la croissance alors qu'un plan d'investissement massif jusqu'en 2035 a été dévoilé par la société d'État en charge de la production d'électricité en 2023. Le gouvernement officialise également son appui à 2 secteurs stratégiques : les minéraux critiques et surtout la défense, qui n'avait jusqu'alors jamais été placée dans les priorités économiques de la province. Comme au niveau fédéral, la province souhaite accélérer les grands projets en mettant en place une « voie rapide » pour les plus stratégiques et en réduisant la bureaucratie. Le gouvernement compte mobiliser les acteurs financiers de la province pour stimuler l'économie locale en valorisant des « champions québécois », ces PME qui pourraient devenir de nouveaux moteurs économiques à propriété québécoise.

Perspectives économiques

La relative résilience de l'économie conduit à des estimations de croissance modérées

L'économie québécoise aborde l'exercice 2026-2027 dans un environnement mondial profondément perturbé : montée du protectionnisme américain, révision imminente de l'ACÉUM, tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient et accélération des transformations technologiques. Ces vents contraires ont pesé sur la croissance en 2025, le PIB réel du Québec n'a progressé que de 0,7 % contre 1,7 % en 2024. Le choc a été brutal au T2 2025, avec une contraction annualisée de 2,4 %, la plus importante depuis la crise de 2009, principalement imputable à une chute de 17,2 % des exportations. Si la demande intérieure a fortement soutenu la croissance économique en 2025, le commerce extérieur a contribué négativement à la hausse du PIB réel (1,4 point de pourcentage). Le Québec reste en effet, avec l'Ontario, la province la plus touchée par les droits de douane américains.



Malgré ce repli conjoncturel, les perspectives présentées par le gouvernement du Québec pour 2026 et 2027 sont optimistes. Le ministère des Finances anticipe une accélération du PIB réel à 1,1 % en 2026 et à 1,4 % en 2027, soutenue par la consommation des ménages et la reprise des exportations. Ces prévisions reposent toutefois sur l'hypothèse d'une résolution rapide du conflit au Moyen-Orient et d'une stabilisation du taux effectif moyen des droits de douane américains, une hypothèse soumise à l'issue des négociations de l'ACÉUM, prévues en 2026.

Le marché de l'emploi du Québec maintient une position enviable à l'échelle nationale malgré une légère dégradation

En 2025, le taux de chômage s'établissait à 5,6 % (contre 5,4 % en 2024), le deuxième plus bas au Canada après la Saskatchewan (5,2 %), alors que la moyenne nationale atteignait 6,8 %. En outre, le taux d'emploi des 15 à 64 ans s'élevait à 77,4 %, le plus élevé de toutes les provinces, contre une moyenne canadienne de 74,2 %. Dans le contexte actuel de vieillissement démographique, des gains de productivité seront nécessaires pour continuer à soutenir la croissance économique. Ces indicateurs témoignent de la bonne santé du marché du travail québécois, bien qu'un ralentissement des embauches et une hausse du taux de chômage des 15-24 ans à 9,9 % signalent les fragilités actuelles de l'économie. Le secteur public a été le principal moteur des créations d'emploi au Québec en 2025 (+3,1 %), tandis que le secteur privé stagnait (-0,2 %). À l'échelle canadienne, le secteur privé s'est montré plus dynamique (+1,4 %).

La contrainte démographique devrait rester un frein à la hausse du PIB réel. Entre 2026 et 2029, la population en âge de travailler diminuera pour la première fois depuis plus d'un siècle, conséquence du vieillissement démographique et de la politique migratoire plus restrictive depuis 2025. Des gains de productivité et des taux d'emploi plus élevés seront nécessaires pour compenser la contribution négative de la démographie à la croissance.

Un taux d'inflation maîtrisé

La croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) devrait s'établir en moyenne à 2,3 % en 2026 et à 2,1 % en 2027, et rester dans la fourchette cible de 1 % à 3 % de la Banque du Canada. Les pressions les plus persistantes proviennent des coûts du logement, dont la hausse reste plus rapide qu'ailleurs au Canada. Un rééquilibrage du marché locatif est toutefois amorcé, le taux d'inoccupation des logements locatifs étant passé de 1,8 % en 2024 à 2,7 % en 2025. Le retrait de la taxe sur le carbone pour les consommateurs canadiens à l'exception du Québec le 1^{er} avril 2025 a accentué temporairement la baisse des prix de l'essence ailleurs au Canada. Au cours des prochains mois, l'inflation au Québec devrait retrouver un rythme de croissance comparable à celui observé au Canada, l'effet temporaire dû à la taxe sur le carbone au Canada devant se dissiper dès avril 2026.

Finances publiques

Budget 2026-2027 : des finances publiques en légère amélioration, malgré des déficits persistants

Le [budget 2026-2027](#), présenté le 18 mars 2026 par le ministre des Finances Eric Girard, affiche une amélioration par rapport aux projections de mars 2025. La baisse des déficits repose sur des recettes fiscales en hausse. Sur une base comparable aux autres provinces, le déficit comptable de 2025-2026 est révisé à la baisse de 11,5 Mds CAD à 7,7 Mds CAD (4,9 Mds EUR), soit 1,2 % du PIB. Pour l'exercice 2026-2027, le déficit est prévu à 6,3 Mds CAD (4,0 Mds EUR) (0,9 % du PIB) Ce niveau place le Québec parmi les provinces les mieux gérées, avec un déficit pour 2025-2026 supérieur uniquement à ceux de la Saskatchewan (0,4 % du PIB) de l'Alberta (0,9 % du PIB) et de l'Ontario (1,0 %), alors que la moyenne des provinces canadiennes s'établissait à 1,7 % du PIB en 2025-2026.

La trajectoire de retour à l'équilibre est ambitieuse mais reste crédible selon le gouvernement. Un surplus comptable de 780 M CAD (494 M EUR) est anticipé dès 2029-2030. Ce parcours repose sur une discipline des dépenses dont la croissance devra être contenue à un rythme moyen historiquement bas. Si la part des dépenses par rapport au PIB continue de diminuer depuis le pic de la pandémie, le niveau de dépenses par habitant reste très élevé (27 % au-dessus de l'Ontario). Le ministère des Finances compte sur une reprise graduelle de la hausse des revenus autonomes liée à l'amélioration de la conjoncture économique mais le poids de la fiscalité au Québec reste le plus élevé du pays ce qui limite les marges de manœuvre. Un écart résiduel de 2 Mds CAD (1,3 Md EUR) demeure cependant non financé en fin de trajectoire (2029-2030) mais une provision pour éventualités de 2 Mds CAD en 2026-2027, portée à 8 Mds CAD (5 Mds EUR) sur 5 ans, devrait assurer une marge de prudence qui permettrait de pallier partiellement les effets d'un recul de l'activité économique.

De nouvelles mesures pour dynamiser l'économie provinciale

Malgré une marge de manœuvre limitée et une priorité accordée aux principales missions de service public (la santé et l'éducation représentent 65 % des dépenses), le budget 2026-2027 mobilise 1,7 Md CAD (1,1 Md EUR) sur cinq ans pour accélérer la transformation de l'économie. Près de 700 M CAD (444 M EUR) sont consacrés à l'amélioration de la compétitivité des entreprises par l'innovation et à la facilitation de l'investissement dans les secteurs d'avenir (minéraux critiques, technologies de pointe, aérospatiale, quantique, défense, IA, optique-photonique). Plus de 580 M CAD (368 M EUR) sont alloués aux PME régionales, au développement du secteur touristique, à la filière agroalimentaire et au secteur forestier. Quelque 430 M CAD (272 M EUR) sont réservés au soutien de l'écosystème culturel et médiatique.

Dans un contexte de recomposition des chaînes d'approvisionnement mondiales, le gouvernement se dote d'une capacité d'intervention additionnelle pouvant atteindre 2 Mds CAD (1,3 Md EUR). Le budget entérine notamment la mise en place du Fonds pour les minéraux critiques et stratégiques (FMCS), doté de 2,5 Mds CAD (1,6 Md EUR). Il se composera de 1,5 Md CAD d'investissements déjà réalisés par le fonds Capital ressources naturelles et énergie, lesquels sont majoritairement dans les MCS auxquels s'ajoutera 1 Md CAD de nouveau capital. Cette mesure s'inscrit dans une stratégie de diversification économique à long terme, visant à valoriser les ressources naturelles du Québec. Le budget apporte également des ajustements au crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques (CDAE) qui a été restreint en 2025 pour inclure exclusivement les activités intégrant des fonctionnalités d'IA (CDAEIA) : les activités admissibles ont été élargies pour inclure certains travaux préparatoires et des possibilités de report de solde de crédits non utilisés seront mises en place.

Enfin, le gouvernement renforce son effort d'investissement en infrastructures en rehaussant de 3 Mds CAD (1,9 Md EUR) le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2026-2036, dont l'enveloppe globale atteint désormais 167 Mds CAD (106 Mds EUR). Face à des actifs vieillissants, le gouvernement décide que 71 %

de ces sommes seront consacrées au maintien en bon état des actifs existants, contre 65 % dans le PQI précédent. Les secteurs prioritaires incluent le réseau routier, la santé, l'éducation et le transport collectif positionnant le Québec pour une modernisation de ses infrastructures tout en stimulant l'activité économique à l'échelle régionale.

Ralentissement de l'effort de désendettement

Au 31 mars 2026, la dette nette représente 38,8 % du PIB, en baisse de 4,1 points de pourcentage par rapport au niveau de 42,9 % en 2019. Si le Québec figure parmi les rares provinces, avec l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, à avoir réduit leur endettement relatif depuis la pandémie, celui-ci demeure élevé, comparé à la moyenne des provinces (30,4 %). Le Québec est la deuxième province la plus endettée par rapport à la taille de son économie derrière Terre-Neuve-et-Labrador. La cible intermédiaire de 35,5 % du PIB d'ici 2032-2033 et l'objectif de long terme de 32,5 % d'ici 2037-2038 (révisé à la hausse depuis la cible initiale de 30 %) demeurent inscrits dans la *Loi sur la réduction de la dette*. Les versements au Fonds des générations, qui atteindront annuellement 2,3 Mds CAD (1,5 Mds EUR) en 2025-2026 et en 2026-2027, constituent le mécanisme central de cette réduction programmée.

Aspects sectoriels

Outre le fait de bénéficier d'importantes ressources naturelles, le Québec a développé plusieurs secteurs d'excellence comme le numérique et les technologies de l'information, l'aéronautique, l'industrie pharmaceutique et les biotechnologies, ainsi que plusieurs filières innovantes œuvrant pour la décarbonation des industries.

Numérique

Au Québec, en 2024, environ 181 000 professionnels travaillent dans les [métiers des technologies de l'information et des communications \(TIC\)](#), bien que ce chiffre soit en recul de 1,5 % par rapport à 2023, le PIB sectoriel continue de progresser (+0,5 % en 2024), une tendance qui reflète une mutation structurelle du secteur, où les gains de productivité, notamment grâce à l'IA, réduisent les besoins en main-d'œuvre tout en maintenant la croissance du PIB sectoriel. Près de la moitié d'entre eux sont actifs dans des domaines aussi diversifiés que le développement de logiciels, la microélectronique, l'optique-photonique, les services-conseils, les télécommunications, les services infonuagiques, la cybersécurité et l'intelligence artificielle.

Montréal est un pôle d'expertise mondialement reconnu dans la recherche en intelligence artificielle (IA), notamment grâce aux travaux de Yoshua Bengio (lauréat du prix Turing 2018, fondateur et conseiller scientifique de Mila – Institut québécois d'intelligence artificielle), qui a également dirigé le *Rapport international sur la sécurité de l'IA* présenté en 2025. La métropole réunit incubateurs, startups et grandes entreprises comme Meta, Microsoft, Google et Samsung. Le gouvernement a par ailleurs élaboré sa [stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle dans l'administration publique 2021-2026](#), pour faire de l'administration publique un modèle en matière d'intégration de l'IA et stimuler la compétitivité des entreprises québécoises.

Le Québec tente également de s'imposer comme un acteur de premier plan en informatique quantique. Gilles Brassard, professeur à l'Université de Montréal (UdeM), a reçu le prix Turing 2025, conjointement avec Charles H. Bennett (IBM Research), pour avoir établi les fondements de la science de l'information quantique. L'écosystème quantique québécois repose sur des forces complémentaires : une recherche fondamentale de calibre mondial à l'UdeM, à McGill et à l'Institut quantique de l'Université de Sherbrooke, un tissu de startups en croissance, et un ancrage territorial fort à travers DistriQ, la zone d'innovation quantique de Sherbrooke présentée ci-après, soutenu par la Stratégie quantique nationale fédérale lancée en 2023.

Le 1^{er} janvier 2022, le gouvernement du Québec a créé le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Montréal a accueilli par ailleurs la quatrième édition nord-américaine du Forum International de la Cybersécurité (Forum In Cyber), en octobre 2025.

En février 2022, le Premier ministre du Québec, François Legault a annoncé la création des 2 premières « zones d'innovation économique » dédiées au secteur numérique : « [DistriQ](#) » (pour le secteur quantique) et « [Technum Québec](#) » (technologies numériques). Ces zones (équivalent des pôles de compétitivité français) visent à regrouper géographiquement entreprises, chercheurs et investisseurs dans des secteurs clés, pour stimuler la productivité, la commercialisation des innovations, les exportations et l'attraction d'investissements étrangers. Des investissements importants y ont été consacrés : 435 M CAD (276 M EUR) pour DistriQ et 255 M CAD (162 M EUR) pour Technum Québec. D'autres zones d'innovation ont depuis été lancées dans d'autres secteurs.

A l'instar de la Station F à Paris, le nouvel espace [Ax-C](#) a ouvert ses portes le 9 juin 2025. Cette plateforme vise à regrouper, au même endroit, une partie de l'écosystème québécois des entreprises innovantes et un ensemble d'organismes/services essentiels à leur développement (incubateurs, accélérateurs, financeurs, etc.). Cette initiative, déployée en lien étroit avec l'École de Technologie Supérieure (ETS) et [Québec Tech](#), s'inscrit dans la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027 (SQRI²). Les gouvernements fédéral et provincial ainsi que la Ville de Montréal y ont contribué à hauteur de 48 M CAD (30 M EUR), auxquels s'ajoutent 5,3 M CAD (3,3 M EUR) apportés par Bell, Google, Desjardins et le Fonds de solidarité FTQ.

Industrie aérospatiale

L'industrie aérospatiale québécoise est un secteur clé de la province. Le paysage de l'industrie aéronautique au Québec est composé de maîtres d'œuvre internationaux ainsi que de nombreux équipementiers, sous-traitants et fournisseurs de premier plan. Cette industrie s'appuie également sur un réseau d'établissements d'enseignement qui forment un bassin de main-d'œuvre qualifiée, de centres de recherche de renom ainsi que de sièges sociaux d'organisations internationales, telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Association du transport aérien international (IATA) et le Conseil international de l'aviation d'affaires (IBAC). Cette concentration d'acteurs clés des secteurs industriel, académique, scientifique et associatif de l'industrie aérospatiale se traduit par une capacité industrielle et de recherche de rang mondial. La région métropolitaine montréalaise est identifiée comme un pôle mondial de l'aérospatiale avec Seattle, Toulouse et Hambourg.

[L'industrie aérospatiale québécoise](#) représente plus de 200 entreprises (dont 6 grands donneurs d'ordre : Airbus, Bombardier aéronautique, Bell Helicopter Textron Canada, Pratt & Whitney, CAE et plus récemment Boeing) et plus de 43 100 emplois. À la tête des industries d'exportation du Québec, les ventes annuelles de produits aérospatiaux s'élèvent à près de 22,8 Mds CAD (14,4 Mds EUR) en 2024. Plus de 75 % de la R&D canadienne en aérospatiale est réalisée au Québec et près de 90 % de la production est exportée. La région du Grand Montréal regroupe la plupart des centres de recherche du secteur, dont le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec (CRIAQ), et s'appuie sur la grappe aérospatiale Aéro Montréal. Le secteur fait face à une pénurie persistante de main-d'œuvre : 65 000 postes seront à pourvoir d'ici 2035. La [Stratégie québécoise de l'aérospatiale \(SQA\) Horizon 2026](#), mise à jour en mars 2025 et dotée d'un cadre financier de 334 M CAD (212 M EUR), intègre désormais un volet renforcé de diversification vers la défense, le spatial et les drones.

En mai 2024, le gouvernement provincial a annoncé la désignation de la zone d'innovation Espace Aéro (Montréal, Mirabel, Longueuil), totalisant 415 M CAD (263 M EUR) d'investissements publics et privés, focalisée sur la décarbonation et la mobilité aérienne avancée. Boeing y a confirmé en octobre 2025 un investissement de 110 M CAD (70 M EUR) pour un centre de développement aérospatial, dans le cadre de ses obligations de retombées industrielles et technologiques liées à l'acquisition par le Canada de 16 avions P-8A Poseidon (contrat de plus de 10 Mds CAD (6,3 Mds EUR)). L'empreinte française est bien développée dans cet écosystème, avec notamment la présence d'Airbus (programme A220, fuselages (Airbus Atlantic) et R&D/prototypage), de Thales (systèmes embarqués et défense), Safran (trains d'atterrissage, intérieurs d'avions d'affaires), Mecachrome (usinage, aérostructures) et Flying Whales (dirigeables pour le transport de charges lourdes).

Décarbonation

Le gouvernement du Québec structure ses efforts de décarbonation autour du [Plan pour une économie verte 2030](#) (PEV 2030), adopté en novembre 2020. Ce plan-cadre fixait initialement l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 37,5 % sous le niveau de 1990 d'ici 2030 ; en janvier 2026, le gouvernement a toutefois repoussé cet objectif à 2035, invoquant les difficultés économiques et les effets des tensions commerciales nord-américaines. Depuis son lancement, le PEV 2030 se décline en plans de mise en œuvre quinquennaux révisés annuellement, principalement financés par les revenus du marché du carbone. Le plan en date (2025-2030), publié en juin 2025, prévoit une enveloppe de 10,1 Mds CAD (6,4 Mds EUR), dont 7,9 Mds CAD (5,0 Mds EUR) consacrés à la décarbonation et à l'efficacité énergétique et 3,9 Mds CAD (2,5 Mds EUR) spécifiquement à l'électrification des transports. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les stratégies sectorielles suivantes.

La [stratégie québécoise de développement de la filière batterie](#) a été publiée en novembre 2020. Elle se décline en trois volets : 1) l'exploitation et la transformation des minéraux du territoire québécois pour fabriquer des composants de batteries (comme des anodes et des cathodes), 2) la production des véhicules commerciaux à motorisation électrique et 3) le développement du recyclage des batteries. En octobre 2025, la valeur des principaux projets de la filière batterie annoncés atteignait près de 11 Mds CAD (7 Mds EUR), malgré un contexte difficile marqué par le ralentissement du marché des véhicules électriques en Amérique du Nord. Le revers le plus emblématique a été la fin, annoncée en septembre 2025, du projet d'usine Northvolt (7 Mds CAD), après la faillite de la maison-mère et une perte

estimée à 270 M CAD (171 M EUR) pour le gouvernement. Malgré ces aléas, des projets progressent : Volta Energy Solutions Canada poursuit la construction de son usine de matériaux de batteries (feuille de cuivre) à Granby, grâce notamment à un financement de 194 M CAD (123 M EUR) obtenu en décembre 2025 auprès du gouvernement sud-coréen.

La [stratégie québécoise sur l'hydrogène vert et les bioénergies 2030](#) du gouvernement du Québec a été présentée en mai 2022. Elle se concentre essentiellement sur le secteur des bioénergies (investissements de 950 M CAD (602 M EUR) sur 5 ans), l'hydrogène vert n'occupant qu'une place secondaire (250 M CAD (158 M EUR)). Pouvant s'appuyer sur son hydroélectricité pour assurer une production décarbonée, le Québec entend utiliser l'hydrogène comme alternative aux secteurs où l'électrification directe n'est pas possible (transport lourd).

Hydro-Québec joue un rôle central dans la stratégie de décarbonation du Québec, en tant que producteur et distributeur d'une électricité quasi entièrement renouvelable. Face à une demande en forte croissance tirée par l'électrification des transports, le développement de la filière batterie et l'attraction de grands consommateurs industriels, la société d'État a dévoilé en 2023 son [Plan d'action 2035 – Vers un Québec décarboné et prospère](#). Ce plan prévoit un investissement sans précédent de 185 Mds CAD (117 Mds EUR) sur douze ans pour doubler la capacité de production d'Hydro-Québec, notamment par le développement de nouvelles filières éolienne et solaire, et moderniser l'ensemble du réseau de transport et de distribution. Hydro-Québec constitue ainsi à la fois le socle et le principal levier de la transition énergétique québécoise.

Le gouvernement du Québec a annoncé le 29 mai 2023 le lancement de la « [Vallée de la transition énergétique](#) » (VTE) qui regroupe, dans les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec, les villes de Bécancour (filiale batterie), Shawinigan (électrification des transports) et Trois-Rivières (hydrogène vert et décarbonation industrialo-portuaire). Il s'agit de la troisième Zone d'innovation québécoise (voir [Numérique](#)). Des entreprises sont implantées dans la zone, notamment Nouveau Monde Graphite (matériaux anodiques), FLO (bornes de recharge) et Nemaska Lithium (hydroxyde de lithium, projet en construction à plus de 70 %). Vale, qui avait annoncé une usine de sulfate de nickel à Bécancour, a toutefois abandonné ce projet en octobre 2025 après le retrait de son unique client, General Motors. Plusieurs entreprises françaises y sont actives : Waga Energy (Membre du programme French Tech GREEN20) y exploite depuis mai 2023 sa première unité WAGABOX à Saint-Étienne-des-Grés, qui traite le biogaz d'un site d'enfouissement pour injecter du biométhane dans le réseau gazier ; depuis 2021, Air Liquide produit de l'hydrogène décarboné par électrolyse à membrane sur son site de Bécancour. En septembre 2025, la VTE a tenu ses premières Assises de la transition énergétique du Québec et publié son [rapport annuel 2024-2025](#), réaffirmant quatre enjeux stratégiques : cohésion des parties prenantes, développement d'une offre intégrée de calibre mondial, visibilité internationale et pérennité du financement.

Pour rappel, le Québec a mis sur pied depuis 2013 un [système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre](#) (SPEDE) (marché carbone). Le SPEDE couvre plus de 75 % des émissions québécoises pour les grands secteurs que sont le transport, l'industrie, le bâtiment et l'électricité. En 2014, le Québec a lié son système à celui de la Californie dans le cadre de la Western Climate Initiative, créant ainsi le plus grand marché du carbone en Amérique du Nord et le premier à avoir été conçu et à être géré par des gouvernements infranationaux de pays différents. Depuis 2013, le SPEDE tient des enchères de droits d'émission tous les trimestres qui ont rapporté plus de 11 Mds CAD (7 Mds EUR). Lors de la dernière enchère (février 2026), le prix de la tonne de carbone a atteint 38,15 CAD (23,6 EUR). Le Québec est la seule province au Canada qui fixe un prix sur le carbone depuis l'abolition de la taxe carbone fédérale en avril 2025.

Secteur minier

Le secteur minier joue un rôle important dans l'économie du Québec avec une contribution de 12 Mds CAD (7,6 Mds EUR) au PIB, près de 51 300 emplois directs, indirects et induits, et [21 mines actives](#) (et 1 mine en maintenance). Les mines en exploitation au Québec ont versé un total de 478 M CAD (303 M EUR) en [redevances en 2024](#) le plus gros des redevances provenant des mines d'or et de fer. Il s'agit d'une hausse de 10,8 % par rapport au montant versé en 2023. Les ressources exploitées sont les plus diversifiées au Canada, avec la production et la valorisation d'une trentaine de substances minérales. Le Québec contribue également à fournir des minéraux critiques et stratégiques (MCS), puisqu'il est un producteur de nickel, de niobium (seule région productrice en Amérique du Nord), de graphite et d'aluminium, et que des projets miniers sont en cours pour le lithium, le vanadium, les éléments de terres rares et le tantale. Entre 2019 et 2024, les dépenses d'exploration et de mise en valeur de MCS ont augmenté de 274 %. La province possède un important potentiel minéral : le Québec est un vaste territoire, dont seulement 1 % est exploité et 5 % fait l'objet d'un titre minier.

Le ministre des Ressources naturelles du Québec, Jean-François Simard, a présenté le 23 janvier 2026 la nouvelle stratégie de la province pour la valorisation des MCS. Dans un contexte marqué par l'instabilité

des chaînes d'approvisionnement et par la course aux ressources stratégiques, le gouvernement réaffirme son soutien au secteur minier avec un plan d'action 2025-2031 doté d'une enveloppe de 88 M CAD (56 M EUR) et l'objectif de devenir un chef de file de la production, de la transformation, de la valorisation et du recyclage des MCS reconnu pour son approche éthique et durable. Alors que le Québec a lourdement chuté, de la 5^{ème} à la 22^{ème} place, dans le [classement 2024 de l'Institut Fraser](#) des juridictions les plus attrayantes pour l'investissement minier, cette stratégie vise notamment à simplifier le cadre réglementaire et à éviter les doublons avec le niveau fédéral. Le plan d'action prévoit des soutiens financiers pour l'exploration et pour les infrastructures logistiques. Le 24 mars 2026, le gouvernement québécois a annoncé la mise en place d'une nouvelle zone d'innovation pour le secteur minier à Rouyn-Noranda, la [ZIM](#). Dotée d'une enveloppe de 78 M CAD (49 M EUR) de fonds publics, cette zone d'innovation, en développement depuis 5 ans, s'appuie sur des acteurs universitaires et industriels notamment Agnico Eagle dont la mine souterraine Odyssey (or) en est le projet phare. Déjà reconnue pour son pôle de recherche (l'Institut de recherche en mines et en environnement (IRME) de l'UQAT), la zone se consacrera à des projets autour de la mine autonome et de la mine durable. Le budget 2026-2027 entérine également la mise en place du Fonds pour les minéraux critiques et stratégiques (FMCS), doté de 2,5 Mds CAD (1,6 Md EUR).

En marge du congrès Québec Mines + Énergie 2023, le Québec et la France ont signé une Déclaration d'intention relative à la coopération sur les métaux critiques dans la transition énergétique et numérique. En octobre 2025, cette dynamique s'est également prolongée lors du 74^{ème} congrès de la SIM (Société de l'industrie minière), où une collaboration renforcée sur les matériaux critiques a été mise en avant. L'édition de novembre 2025 du congrès Québec Mines + Énergie a de nouveau été l'occasion de renforcer la coopération franco-québécoise dans ce secteur avec le déplacement d'une importante délégation du Pôle Avenia (pôle de compétitivité français dédié aux filières industrielles du sous-sol).

Aluminium

Le Québec compte 9 des 10 alumineries du Canada, lesquelles ont une capacité de production de 3,3 millions de tonnes d'aluminium. Le Québec est le 4^{ème} producteur mondial d'aluminium primaire. Cette industrie emploie près de 30 000 personnes et a généré 9,1 Mds CAD (5,8 Mds EUR) en exportations en 2025. Il s'agit du deuxième produit d'exportation du Québec (derrière les aéronefs). La grappe industrielle [AluQuébec](#), lancée en 2013 et regroupant près de 1 500 établissements, vise à favoriser la synergie des acteurs du milieu et à doubler les volumes d'aluminium transformé au Québec. Ce secteur est fortement impacté par la guerre commerciale avec les États-Unis : les droits de douane américains sur l'aluminium canadien, initialement fixés à 25 % en mars 2025, ont été portés à 50 % dès le 4 juin 2025. Étant donné que 91 % des exportations canadiennes d'aluminium sont destinées au marché américain, l'écosystème québécois est directement affecté, particulièrement les quelque 1 700 entreprises de transformation, qui signalent des pertes de contrats, des hausses de coûts de production et des pressions sur l'emploi. En réponse à la crise tarifaire, AluQuébec a lancé en 2025 l'initiative [Al-liance Tarifs](#), une démarche collective visant à mesurer en temps réel l'impact des droits de douane sur les entreprises de transformation et à proposer des solutions structurantes à court et long terme.

Le gouvernement du Québec soutient l'innovation dans ce secteur et a annoncé en 2024 des investissements de 140 M CAD (89 M EUR) dans la technologie [ELYSIS](#), qui permet de produire de l'aluminium sans émettre de gaz à effet de serre durant l'électrolyse. En juin 2024, Rio Tinto a reçu la première licence de technologie pour une usine de démonstration de 10 cuves à 100 kA sur son site d'Arvida au Saguenay-Lac-Saint-Jean, et en novembre 2025, ELYSIS a annoncé la mise en service réussie d'une cuve à anode inerte de 450 kA à l'aluminerie Rio Tinto d'Alma, franchissant une étape déterminante vers l'industrialisation à grande échelle.

Sciences de la vie et des technologies de la santé (SVTS)

Plus de 1 000 entreprises œuvrent dans [le secteur des sciences de la vie et des technologies de la santé](#) au Québec. Cela représente plus de 39 000 emplois, dont une grande majorité dans le Grand Montréal, qui rassemble des expertises complémentaires dans les domaines de la biopharmaceutique, du diagnostic, des appareils médicaux, des technologies de la santé et de l'intelligence artificielle. On retrouve dans la région une importante concentration d'entreprises, soutenues par les universités, les institutions de recherche et les gouvernements, ainsi qu'un important bassin de talents. Le secteur des sciences de la vie peut compter sur la présence d'organismes de soutien sectoriels, des associations et grappes sectorielles (Montréal InVivo, Medteq+, BioQuébec...) aux incubateurs et accélérateurs de startups, tels que le Centech ou le MedXLab. Plusieurs entreprises françaises du secteur sont présentes dans le Grand Montréal, dont bioMérieux, Pierre Fabre et Boiron.

Dotée d'un budget de 271 M CAD (172 M EUR) sur trois ans, la [stratégie québécoise des sciences de la vie 2025-2028](#), présentée en décembre 2025 par la ministre de l'Économie Christine Fréchette, vise à soutenir la croissance des entreprises, stimuler l'innovation industrielle, renforcer la production locale et sécuriser

les chaînes d'approvisionnement. Cette nouvelle stratégie s'inscrit dans un contexte où le Québec cherche notamment à se démarquer du désengagement américain envers la recherche en santé. En 2026, Montréal InVivo et BIOQuébec lanceront conjointement [BioHorizon](#), un nouvel événement international bilingue de deux jours prévus en octobre.

Industries culturelles et créatives : jeux vidéo, effets visuels et animation

Le Québec demeure le principal pôle canadien du jeu vidéo, concentrant 15 220 emplois, soit 53 % des emplois du secteur au Canada. [L'écosystème montréalais](#) attire les studios étrangers grâce à différentes aides fiscales provinciales et fédérales, notamment le [Crédit d'impôt pour la production de titres multimédias](#) offrant un taux de remboursement des dépenses de main-d'œuvre entre 26,25 % et 37,5 % (pour les titres en version française). Ces crédits font l'objet d'une réforme progressive jusqu'en 2028, intégrant une portion non remboursable conformément aux directives présentées dans le budget 2024-2025.

La [Guilde du jeu vidéo du Québec](#), forte de près de 400 membres et partenaires, assure la promotion de l'industrie. L'industrie canadienne du jeu vidéo a contribué à hauteur de 5,1 Mds CAD (3,2 Mds EUR) au PIB en 2024. Malgré une légère contraction de l'emploi au Canada (-3,5 % depuis 2021) liée aux consolidations et fermetures de studios, le Québec maintient sa position dominante. Le studio montréalais d'Ubisoft, le plus grand studio de développement de jeux vidéo au monde, compte environ 4 000 employés répartis dans ses établissements québécois. On retrouve également à Montréal de nombreux autres studios français : Gameloft (qui a fêté ses 25 ans en 2025), Don't Nod, Quantic Dream...

Le secteur des [effets visuels et de l'animation](#), autrefois en pleine expansion avec plus de 8 000 emplois en 2022, traverse une période de transition. La conjugaison des grèves hollywoodiennes de 2023 et de la réforme fiscale du budget provincial 2024-2025, qui a imposé un plafond de 65 % sur les dépenses admissibles au crédit d'impôt, entraînant une réduction effective de 28 % des crédits pour les clients internationaux, a provoqué une crise profonde. Selon le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), le nombre d'emplois a chuté de plus de 60 % depuis 2022 et plusieurs studios ont définitivement cessé leurs activités. Parmi les studios français historiquement présents, Mikros Animation (repris, suite à la disparition du Groupe Technicolor en 2025, par le studio québécois Rodeo FX) et BUF sont toujours actifs à Montréal, tandis que MPC (Technicolor) et On Animation Studios ont fermé leurs portes en 2025.

Relations économiques bilatérales

Le commerce de biens entre la France et le Québec en 2025

Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le commerce France-Québec a augmenté, en 2025, de 2,7 % pour s'établir à 6,74 Mds CAD (4,33 Mds EUR) porté surtout par l'augmentation des importations de produits québécois en France (+11,4 % en 2025 par rapport à 2024) qui reprennent de la vigueur après une baisse de 6,2 % en 2024 et atteignent un niveau record, en 2025, à 2,17 Mds CAD (1,39 Md EUR). Les exportations françaises (-1,0 % à 4,58 Mds CAD (2,94 Mds EUR)) baissent légèrement pour la première fois depuis le choc pandémique. L'augmentation des importations de produits québécois en France, couplée à la diminution de nos exportations, entraîne une baisse de l'excédent commercial qui reste cependant positif (-10,0 % à 2,41 Mds CAD (1,54 Md EUR)).

Commerce de biens France – Québec en 2025

(Source : Institut de la Statistique du Québec)

	Mds CAD	Mds €	Évolution 2025/2024
Exportations françaises	4,58	2,94	-1,0 %
Importations	2,17	1,39	+11,4 %
Total des échanges	6,74	4,33	+2,7 %
Solde des échanges	+ 2,41	+ 1,54	- 10,0 %

Le secteur aéronautique qui représente 19 % du total des biens échangés entre la France et le Québec reste le seul secteur commun d'importance pour les deux partenaires même si les livraisons d'avions français au Québec chutent. Du côté des exportations françaises, L'industrie pharmaceutique se distingue par une croissance de 70 %, tandis que les secteurs vitivinicole et cosmétique affichent des progressions respectives de 8 % et 3 %. Du côté québécois, les exportations de minerais de fer vers la France restent importantes (17,3 % des exportations totales du Québec vers la France).

En 2025, la France demeure le 5^{ème} partenaire commercial du Québec (derrière les États-Unis, la Chine, le Mexique et l'Allemagne) et son 2^{ème} partenaire européen. Les échanges internationaux de marchandises du Québec se font majoritairement avec les États-Unis, ces derniers représentant 49,0 % de ces échanges. Parmi les principaux partenaires commerciaux du Québec, figurent notamment la Chine (7,4 %), le Mexique (3,8 %), l'Allemagne (3,5 %). Les échanges de biens entre la France et le Québec ne représentent que 2,6 % des échanges du Québec.

La France reste le 5^{ème} fournisseur du Québec avec une part de marché en légère baisse à 3,3 % (3,6 % en 2024), derrière les États-Unis (part de marché de 30,5 %), la Chine (10,5 %), le Mexique (6,5 %), et l'Allemagne (5,2 %).

La France devient le 4^{ème} client du Québec en absorbant 1,8 % des exportations québécoises, suite à la baisse des ventes de produits québécois au Mexique (surtout de l'aluminium sous forme brute). La France reste cependant loin derrière les États-Unis (69,8 % des exportations) et est distancée par la Chine (3,9 %) et les Pays-Bas (1,9 %). Au niveau des pays européens, la France devient le 2^{ème} client européen de la province, derrière les Pays-Bas qui profitent d'un « effet ports » avec Rotterdam notamment, et d'une multiplication par 7 des exportations québécoises d'aluminium.

Depuis l'entrée en vigueur de l'AECG-CETA en septembre 2017, les échanges de biens entre la France et le Québec ont augmenté de 51,1 % (2017-2025), une augmentation légèrement inférieure à celle constatée entre l'Union Européenne et le Québec (+62,6 %), mais supérieure à l'augmentation globale du commerce québécois avec le monde (+44,8 %). Sur cette même période, les échanges entre le Québec et les États-Unis et le Mexique ont augmenté respectivement de 35,8 % et 63,8 %.

Selon Statistique Canada qui ventile les données nationales canadiennes pour toutes les provinces, le Québec reste en 2025 la principale province partenaire de la France au Canada (45,1 % des échanges France-Canada). Les exportations françaises vers le Québec représentent 46,0 % des exportations françaises vers le Canada et 43,3 % des importations. Si les échanges bilatéraux paraissent modestes en valeur absolue, le Québec conserve une place privilégiée pour un marché de 9,1 M d'habitants.

Pour plus de détails voir [Échanges commerciaux France-Québec en 2025 : des importations record, un excédent sous pression](#)

Présence française

La présence française au Québec est effective dans tous les secteurs à l'exception de la grande distribution alimentaire et de l'industrie automobile. Elle est particulièrement notable dans les secteurs de l'aéronautique, de l'ingénierie, des transports, des technologies et de la pharmacie-santé-biotechnologies. La majorité des grands groupes français est implantée au Québec et les filiales de PME françaises sont aussi de plus en plus nombreuses.

La France est le 2^{ème} investisseur étranger au Québec derrière les États-Unis. Le Québec accueille un grand nombre des sièges sociaux des filiales françaises implantées au Canada. Elles sont plus de 400, qui se démultiplient en établissements secondaires (sous-filiales, usines et succursales), et y génèrent plus de 40 000 emplois directs.

En France, la présence québécoise se caractérise par environ 240 entreprises selon la Délégation générale du Québec à Paris (DGQP).

Le réseau français d'appui à la collaboration économique, au commerce extérieur et à l'investissement au Québec est varié et dynamique. Il comprend notamment :

- L'**Antenne à Montréal du Service économique régional (SER) d'Ottawa**, qui appartient au réseau international de la direction générale du Trésor (DG Trésor) du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique représente les administrations économiques et financières de la France au Québec ;
- **Business France**, l'agence pour l'internationalisation de l'économie française, dont le bureau de Montréal (une quinzaine d'agents) fait partie du réseau nord-américain ;
- La **Chambre de commerce et d'industrie française au Canada** (CCIFC), dont le siège est à Montréal, compte plus de 400 entreprises membres. Elle assure l'animation de la communauté d'affaires et propose également des services d'hébergement de PME ; une **Chambre de commerce et d'industrie française dans la Ville de Québec** a commencé ses activités en 2016, qui s'appuie désormais sur plus d'une quarantaine de membres.
- Le comité des **Conseillers du Commerce Extérieur de la France** (CCEF) pour le Canada.

Dans le secteur aéronautique, le **NAFAN (North American French Aerospace Network)** est un réseau né d'un partenariat entre le GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales) et Business France réunissant des entreprises aérospatiales françaises implantées en Amérique du Nord.

Les grands contrats et investissements récents des entreprises françaises au Québec

Les entreprises françaises sont intéressées par contribuer aux appels d'offre et aux grands projets québécois. Les principaux et plus récents projets de grands contrats ou d'investissements, suivis ou remportés par les entreprises françaises concernent les technologies vertes, l'énergie et les infrastructures. Les sociétés françaises sont particulièrement présentes dans le secteur des transports (aéronautique et transports urbains). Deux grandes transactions ont modifié durablement le paysage industriel québécois et consolidé la présence française au Québec au cours des dernières années : la prise de contrôle du programme CSeries de Bombardier par Airbus (programme A220) et la fusion d'Alstom avec Bombardier Transport qui a donné naissance au n°2 mondial du secteur du transport sur rail, derrière le chinois CRCC.

Quelques exemples de projets et contrats récents des entreprises françaises :

Projet aéronautique innovant porté par une startup française, le programme de dirigeables **Flying Whales** a retenu l'intérêt des autorités québécoises qui se sont engagées depuis 2019 comme partenaire financier en entrant au capital via Investissement Québec, mais également en tant que partenaire industriel avec une part importante de R&D réalisée localement au niveau de la filiale locale Flying Whales Québec. De nombreuses coopérations sont en cours de développement avec l'écosystème aéronautique québécois (recherche et industrie).

Alstom a remporté avec l'entreprise québécoise AtkinsRealis (autrefois SNC-Lavalin) en février 2018 le contrat de fourniture du matériel roulant et de systèmes d'exploitation et maintenance pour le projet de Réseau Express Métropolitain (REM) de Montréal. Le REM est un projet de train entièrement automatisé et électrique de 67 km, incluant 26 stations. Plusieurs autres sociétés françaises sont impliquées sur cet important projet, parmi lesquelles **SETEC**, **ENGIE**, **Ingérop**, **Projet Linéaire**, ... Le premier tronçon du REM est entré en fonction à l'été 2023, le deuxième en novembre 2025.

Waga Energy, une entreprise française qui a développé une technologie, la Wagabox, permettant de transformer le biogaz émis naturellement par les déchets organiques enfouis en gaz naturel renouvelable (GNR), puis de l'injecter dans les réseaux de distribution en remplacement du gaz naturel fossile, a annoncé en janvier 2026 le lancement d'un quatrième site au Québec, à Hébertville-Station, après ceux de Saint-Étienne-des-Grès, de Chicoutimi et de Cowansville. Ce nouveau projet québécois permettra à Waga Energy de porter à 17 millions de mètres cubes le volume de GNR qu'elle injecte dans le réseau du distributeur de gaz québécois Énergir.

Arrivé au Québec en avril 2018, le concepteur et distributeur d'articles de sport **Décathlon** a ouvert, en mai 2025 à Sherbrooke, son dixième magasin au Québec.

En septembre 2024, la startup **Quandela** a implanté sa filiale à Montréal. La startup **Pasqal** a également ouvert au printemps 2025 son usine de production d'ordinateurs quantiques à Sherbrooke. **Quobly**, pionnier de la microélectronique quantique sur silicium, a également rejoint l'écosystème de Sherbrooke en janvier 2026.

Alors que le Québec n'a pas vu l'arrivée d'un nouvel assureur depuis 1957, **Alan** a annoncé en janvier 2026 son lancement officiel au Québec à titre d'assureur santé agréé pour les employeurs.

Des partenariats franco-québécois pour une économie durable

La 21^{ème} Rencontre Alternée des Premiers ministres (RAPM) français et québécois (10-12 avril 2024) a été l'occasion de plusieurs rencontres économiques, témoignant de la diversité et du dynamisme des relations économiques et commerciales entre le Québec et la France. Les objectifs de la coopération franco-québécoise en matière d'échanges économiques pour les 2 prochaines années ont été énoncés dans deux feuilles de route signées par les Premiers ministres à cette occasion : « Feuille de route pour une transition écologique et énergétique » et « Feuille de route pour un partenariat innovant, de confiance, en faveur d'une croissance durable ». Une rencontre entre les deux Premiers ministres, François Legault et François Bayrou s'est tenue le 13 juin 2025, qui a été l'occasion de confirmer la volonté des deux gouvernements d'accélérer le renforcement des échanges entre les deux territoires.

D'autres partenariats économiques de long terme structurent la coopération France-Québec :

Minéraux critiques et stratégiques

La France et le Québec ont signé, en novembre 2023, une **Déclaration d'intention relative à la coopération sur les métaux critiques dans la transition énergétique et numérique**. Elle vise à structurer la coopération dans le domaine de la transition énergétique et des minéraux d'avenir, autour des priorités suivantes : la coopération institutionnelle sur la connaissance et la valorisation des ressources du sous-sol ; le développement de projets communs sur l'ensemble de la chaîne de valeur des métaux critiques ; la promotion des activités minières plus durables et le développement des coopérations en ce qui concerne

l'après-mine et le renforcement des synergies dans la recherche et la formation sur les métaux critiques. Les échanges sont très réguliers entre les écosystèmes français et québécois et de nouveaux accords ont été signés. Le pôle de compétitivité Avenia (industrie du sous-sol) a signé une nouvelle entente de collaboration avec le réseau MCS du Québec (CRITM et Groupe MISA) en octobre 2025, à Orléans, en marge du congrès de la SIM. Ce partenariat stratégique et structurant va contribuer à : favoriser l'innovation minière, la recherche et développement, l'économie circulaire et la transition écologique des filières industrielles du sous-sol ; stimuler la mobilité des compétences et le déploiement de technologies innovantes ; consolider les politiques nationales respectives sur les MCS.

Transition énergétique

Un protocole d'accord de coopération, portant sur la mise en place d'un **corridor économique de la transition énergétique franco-québécois**, a été signé le 18 mai 2022 entre la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane (CABBALR) et le Centre d'Excellence en Efficacité Énergétique (C3E - fonds dédié à la commercialisation des innovations en efficacité énergétique) du Québec. L'objectif de cet accord est de capitaliser sur l'expérience et le savoir-faire de deux territoires pleinement engagés en faveur de la transition énergétique, de la mobilité et des batteries électriques, pour faciliter les partenariats de part et d'autre de l'Atlantique et accompagner les entreprises innovantes dans leur croissance et leur développement international. Le partenariat s'est approfondi en 2024 avec la mise en place d'une collaboration entre le C3E et ÉCOLAB, le laboratoire de l'innovation au service de la transition écologique, situé au sein du Commissariat Général du Développement Durable (CGDD) français.

Économie sociale et solidaire (ESS)

Depuis 2013, la France et le Québec travaillent ensemble sur le sujet de l'ESS dans le cadre de l'entente France-Québec en économie sociale. Depuis, les enjeux ESS figurent parmi les sujets prioritaires de chaque RAPM. Le volet qui lui est consacré dans le relevé de décisions de la 21e RAPM prévoit une intensification de la coopération en la matière, notamment sur la scène internationale. Les gouvernements français et québécois se sont engagés : 1) à défendre une position commune lors d'événements internationaux ; 2) à poursuivre les échanges sur les enjeux et perspectives de l'ESS ; 3) à structurer une veille conjointe sur les nouveaux modèles coopératifs, 4) à assurer une participation française aux travaux de la Table de concertation des repreneurs collectifs du Québec, et 5) à promouvoir les réussites de projets de coopération franco-québécoise pour en favoriser la diffusion et inspirer de nouvelles initiatives. Le Forum mondial de l'ESS (GSEF) qui s'est tenu à Bordeaux du 26 octobre au 1^{er} novembre 2025 et a vu une importante participation québécoise a été une nouvelle occasion de mettre en lumière cette coopération franco-québécoise innovante et inclusive.

RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Institut de la statistique du Québec

[Le Québec, chiffres en main](#)

[Comptes économiques du Québec](#)

[Tableau statistique canadien](#)

[Base de données « Commerce international en ligne »](#)

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec

[Note abrégée sur le commerce Québec-France](#)

[Informations sectorielles](#)

Direction générale du Trésor (France)

[Brèves des services économiques français au Canada](#)

[Note de présentation générale du Canada](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Ottawa

ottawa@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Antenne à Montréal du SER d'Ottawa montreal@dgtresor.gouv.fr

Source des données : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, Banque Nationale du Canada, Desjardins, Ministère des Finances du Québec

Taux de change utilisé : taux annuel 2025 de la Banque du Canada : 1 EUR = 1,5782 CAD